



SEANCE EXTRAORDINAIRE DU 21 MAI 2015

Compte rendu

L'an deux mille quinze et le vingt et un mai à dix-huit heures, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, M. H. DE VERBIZIER, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. J. RAYMOND, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme A. AMIEL suppléant de M. J.-F. AUDRIN, Monsieur L. SERIEYS suppléant de Mme E. LLORET, Madame C. VASSAS-MEJRI suppléant de M. G. PASTOR.

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. R. CALVAT à M. E. PENSO, Mme T. DASYLVA à M. F. ABERT, Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, Mme S. JANNIN à M. Philippe SAUREL, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, M. C. MEUNIER à M. M. LEVITA, M. A. MOYNIER à M. G. BALAZUN, M. E. PASTOR à M. B. TRAVIER, Mme V. PEREZ à M. C. COUR, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, M. J.-P. RICO à Mme I. GIANIEL, M. J. VERA à Mme I. TOUZARD.

Excusé(es):

M. R. COTTE, M. P. DUDIEUZERE, Mme J. FRÊCHE

Absent(es):

M. D. BOUMAAZ, Mme V. DEMON, M. J. DOMERGUE, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme C. HART, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. H. MARTIN, Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 1 affaire.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – CONTRAT DE PLAN ÉTAT RÉGION 2015-2020 - ENGAGEMENTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Les contrats de plan Etat Région (CPER) sont, depuis la décentralisation, l'outil privilégié des relations contractuelles entre l'Etat et les Régions. Ils traduisent, outre les priorités partagées de l'Etat et des Régions, celles des autres niveaux de collectivités territoriales, en matière d'aménagement et de développement du territoire.

En application de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tant que métropole, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'un statut à part, en étant associée de plein droit à l'élaboration du Contrat conclu avec l'Etat qui comporte un volet spécifique à son territoire, comme de tous les documents de planification et de programmation qui la concernent, en application de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification.

Dans la circulaire du 2 août 2013, le Premier Ministre a interpellé les Préfets de régions pour que soit mise en œuvre une concertation pour l'élaboration des CPER en lien avec la programmation des fonds européens (FEDER FSE). Deux circulaires signées le 31 juillet et le 11 août 2014 sont venues apporter des précisions sur l'architecture des Contrats de Plan Etat-Régions et sur les premiers travaux à engager par les Préfets.

Cette politique publique porte sur cinq « Priorités » qui rejoignent les Programmes d'Investissements d'Avenir (PIA Grand Emprunt) et celles des futurs programmes européens :

- Mobilité multimodale,
- Enseignement supérieur, recherche et innovation,
- Filières d'avenir et usine du futur,
- Infrastructures et usages du numérique,
- Transition écologique et énergétique,

et quatre « Objectifs transversaux » qui alimentent les actions proposées dans le cadre des cinq thématiques suivantes :

- Emploi-Formation-Jeunesse,
- Agriculture,
- Culture,
- Volet territorial, dont :
 - Métropole,
 - Quartiers prioritaires de la politique de la Ville,
 - Bassins fluviaux.

L'Etat et la Région ont signé un protocole préalable au CPER le 22 décembre 2014.

Dans ce cadre, l'Etat s'est engagé à consacrer au Languedoc Roussillon une enveloppe de 450 millions d'euros sur la période 2015-2020 (contre 496 M € sur le contrat précédent), sachant que le CPER affiche également des engagements pris dans le cadre d'autres dispositifs.

La Région affiche quant à elle un engagement de 566 millions d'euros sur cette période.

À ces montants s'ajouteront les fonds européens mobilisables sur les opérations du CPER.

Montpellier Méditerranée Métropole a formulé ses propositions auprès de l'État et de la Région dès le 15 novembre 2013 pour le volet « Mobilité multimodale » et en janvier 2014 pour les autres volets.

Au terme des échanges intervenus entre l'État, la Région et Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de rappeler qu'en Languedoc-Roussillon la préparation du CPER s'inscrit dans un contexte à la fois sensible et hautement stratégique, caractérisé par la création prochaine de la grande région associant Midi-Pyrénées à la nôtre. Les observateurs le confirment, la dynamique de cette nouvelle grande région repose principalement sur la vitalité, le rayonnement et les capacités d'entraînement de ses deux métropoles : Toulouse et Montpellier. Elles sont en effet les foyers du développement économique, universitaire, de la recherche, mais aussi culturel, urbain ou touristique de leur grand territoire. En ce sens, les politiques publiques développées par les deux métropoles et les entreprises et établissements qui y sont installés, sont susceptibles de démultiplier leurs effets sur le territoire régional si les infrastructures nécessaires accompagnent leur développement et leurs mises en réseaux à toutes les échelles.

C'est le sens des coopérations que Montpellier cherche à développer au sein d'un pôle métropolitain en émergence, aussi bien qu'avec Toulouse et à l'échelle internationale.

Sur la période 2015-2020 de constitution de la grande région, le CPER, aussi bien que les programmes d'Investissements d'Avenir et les fonds européens, notamment FEDER et FSE, sont des ressources essentielles qu'il convient de savoir saisir, pour promouvoir des opérations à forte valeur ajoutée, autour desquelles les partenariats État / Collectivités doivent se nouer, pour conforter le niveau d'équipement et les infrastructures du territoire métropolitain de Montpellier dans l'intérêt bien compris du territoire régional.

La stratégie de Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur sept piliers fondateurs incontournables pour la valorisation de ses atouts, de ceux de son pôle métropolitain en émergence, et de sa Région :

- la Santé au sens de l'OMS,
- le numérique, dans le cadre de la dynamique French Tech et la desserte du territoire en haut débit,
- l'agro-écologique et l'alimentation,
- le tourisme,
- les transports et la mobilité,
- le patrimoine, la culture et l'université,
- la citoyenneté et l'insertion sociale.

Dans chacun de ces domaines, l'État et les collectivités doivent « sanctuariser » les financements nécessaires sur la période 2015-2020, afin que la constitution de la grande région ne fragilise pas ces engagements essentiels à la consolidation de l'attractivité du territoire, mais au contraire permette de démultiplier leurs effets dans l'avenir.

Les investissements susceptibles d'être générés par ces grandes politiques publiques représentent également une opportunité significative pour l'économie régionale, que ce soit celle du bâtiment et des travaux publics, qui représente l'un des secteurs les plus pourvoyeurs en emplois non délocalisables, ou d'autres filières économiques potentiellement directement bénéficiaires : le numérique, la santé, mais aussi la culture, le tourisme.

Les propositions de Montpellier Méditerranée Métropole pour le CPER, s'inscrivent dans la dynamique de la stratégie métropolitaine et de ses 7 piliers stratégiques. Leur prise en compte conditionne l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole sur un montant global significatif de 179 733 185 € réparti comme suit :

MOBILITE	59 826 750 €
ESRI	15 057 533 €
NUMERIQUE	3 100 000 €
INNOVATION USINE DU FUTUR	2 570 000 €
TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE	8 941 000 €
CULTURE ET PATRIMOINE	2 950 000 €
VOLET TERRITORIAL	86 537 902 €
LITTORAL	750 000 €

Mobilité

L'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et les principales autres Collectivités du territoire, dont Montpellier Méditerranée Métropole, portent de grands projets d'infrastructures essentiels notamment pour le développement de la grande vitesse et du fret ferroviaire, composée du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) et de la **Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP)**, l'aménagement et la création de **deux Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM Montpellier Sud de France et PEM de Baillargues)**.

Ces investissements majeurs, sont destinés à assurer à la fois les connexions européennes manquantes entre la vallée du Rhône et l'Espagne et les liaisons essentielles au développement économique et touristique de la Région et de la Métropole. Ils permettent en effet d'accompagner le développement démographique, économique et touristique de l'aire métropolitaine Nîmes-Montpellier-Sète et au-delà vers l'Espagne, dont les mouvements pendulaires saturant les actuels réseaux ferrés et autoroutiers.

Le CNM, puis la LNMP, contribuent en effet à développer massivement, outre la grande vitesse et le fret sur l'arc languedocien, les sillons dédiés aux Trains Régionaux et d'Equilibre du Territoire sur le doublet de lignes, CNM et ligne historique, afin d'amplifier le transfert modal de la route vers le rail.

C'est pourquoi, l'ensemble formé par la ligne ferrée historique, le CNM et le réseau de tram urbain, constitue le « réseau armature » ferré du schéma et de la programmation multimodale de déplacement de la Métropole, établi en concertation avec l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités et exprimés dans son Schéma de Cohérence Territorial (SCoT), dans son Plan de Déplacement Urbain (PDU) et dans son Plan Climat Énergie Territorial (PCET).

Aujourd'hui, une nouvelle étape de ce schéma doit être envisagée pour **optimiser le réseau ferré existant sur l'aire métropolitaine de Montpellier, par la mise à l'étude d'un tram-train** afin de constituer une véritable étoile ferroviaire de desserte du périurbain à partir du réseau des anciennes lignes aujourd'hui délaissées. Si la faisabilité d'un tel réseau est confirmée, celui-ci devrait permettre d'améliorer significativement le report modal de la route vers le fer.

Le volet urbain du réseau ferré du PDU, aujourd'hui constitué de 4 lignes de tramway, doit être complété par le **bouclage de la 4ème ligne de tramway** d'une part (desserte du centre-ville et diamétralisation des autres lignes pour permettre le passage d'une exploitation de lignes à une exploitation en réseau), par le **prolongement de la 1ère ligne de tramway** indispensable à la desserte de la gare *Montpellier Sud de France* d'autre part et enfin par les études, puis la réalisation de la **5ème ligne de transports en commun urbains en site propre**.

Les "effets de levier" de ces infrastructures sont assurés par les principaux pôles urbains développés par les villes et la Métropole en appui sur les PEM et les stations de transport en commun, dont le territoire phare de développement et d'innovation urbains : l'EcoCité *De Montpellier à la Mer*, sur les communes de Montpellier, Castelnau, Lattes et Pérols.

Dans le cadre du volet routier de ce schéma global de mobilité métropolitain, le déplacement de l'A9 ouvre enfin la possibilité d'achever le contournement dont Montpellier est encore dépourvu et de réaliser la continuité d'itinéraire, aujourd'hui inexistante, entre les autoroutes A9 et A750.

Ce système de contournement complet est la seconde pièce maîtresse du réseau armature du PDU de l'Agglomération de Montpellier car, en libérant les communes et les quartiers urbains de la circulation de transit, il permet de réaffecter l'espace public en faveur des autres modes de déplacement : covoiturage, autopartage, VAE, pistes cyclables, fret urbain propre...

L'achèvement du contournement de Montpellier doit se poursuivre par la réalisation indispensable du **Contournement Ouest de Montpellier (COM)**, de la **déviations de la RN 113 (au droit de Saint-Brès et de Baillargues)** et de la **Déviations Est de Montpellier (DEM)**. Cette dernière, bien que non intégrée au CPER, doit être explicitement citée comme un projet complémentaire mobilisant les financements croisés de la Région, du Département de l'Hérault et de la Métropole.

Le caractère indispensable du COM et de la déviation de la RN 113 justifie que les financements complémentaires au CPER soit inscrits dans le Plan de Relance Autoroutier autorisé par la Commission européenne et actuellement en négociation.

Par ailleurs, la **modélisation du système de déplacement de Montpellier à l'échelle de son aire urbaine**, au bénéfice de l'ensemble des Autorités Organisatrices des Mobilités, est un outil indispensable à la mise en œuvre de cette stratégie de déplacement métropolitaine.

Enfin, la réalisation de **voies vertes structurantes, notamment sur « les axes Lez et Mosson » de leur source jusqu'à la Mer** s'inscrivent dans cette nouvelle configuration des déplacements.

Enseignement supérieur, recherche et innovation,

La région Languedoc-Roussillon accueille plus de 94 000 étudiants dans l'enseignement supérieur faisant d'elle la 9e région Française. Près de 70% sont inscrits dans des établissements de l'aire Montpelliéraine. Le territoire régional est également classé 5e au rang national concernant le nombre de chercheurs (5 322) dans la recherche publique et par le nombre de productions scientifiques. De plus, 62 projets ont été retenus dans le cadre des investissements d'avenir pour la région LR. Elle est classée au 3e rang national pour la création d'entreprises innovantes entre 2004 et 2012.

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. La nouvelle compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permettra à la Métropole, la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire métropolitain.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite contribuer au volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Ce positionnement va permettre à la Métropole d'être présente à toutes les étapes de la création d'entreprises innovantes. Actuellement, elle intervient dans les projets de maturation ayant un fort potentiel de développement économique pour le territoire, via son soutien à la Société Accélétratrice de Transfert Technologique (SATT) AxLR. Elle est également présente dans l'accompagnement des porteurs de projet et la création d'entreprises grâce à son Business and Innovation Centre (BIC) et à ses pépinières d'entreprises. Dorénavant, la Métropole accompagnera la recherche universitaire, au 5e rang national, en favorisant le développement de nouveaux programmes de recherche innovants et à fort potentiel pour le développement économique du territoire, ce qui permettra de faire rayonner l'excellence scientifique du territoire à l'international.

L'innovation scientifique, les liens avec le monde socio-économique sont des critères de différenciation en termes de visibilité internationale. Réunir ces critères et l'excellence déjà reconnue en matière de recherche feront de la Métropole un territoire attractif pour les étudiants qui souhaiteront une formation de pointe, pour les chercheurs désirant travailler sur les sujets de recherche les plus pointus mais également pour les entreprises qui voudront bénéficier des dernières avancées scientifiques et technologiques.

Au-delà du volet scientifique, les universités montpelliéraines, faisant parties des plus anciennes du monde occidental, possèdent un patrimoine historique parmi les plus importants de France, dont le bâtiment historique de la Faculté de Médecine, le Jardin des Plantes, les différentes collections telles que celles d'astronomie, botanique, minéralogie.... Ce patrimoine exceptionnel pourra faire l'objet d'un travail concerté pour sa valorisation à destination du monde universitaire et pour la population montpelliéraine désireuse de mieux connaître son histoire.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au CPER 2015-2020, au-delà de favoriser le développement économique, l'innovation et l'attractivité du territoire, permettra d'engager l'institution comme un partenaire et interlocuteur privilégié des Etablissements d'Enseignements Supérieur et de Recherche du territoire.

L'accompagnement que la Métropole apporte en matière de logement étudiants, inscrit dans la programmation figurant dans son plan Local de l'Habitat (PLH), apparaît particulièrement volontaire en la matière. Cette programmation s'appuie sur les réseaux de transports en communs, tout particulièrement du tramway, pour assurer une répartition équilibrée des résidences étudiantes sur son territoire et permettre ainsi d'intégrer la vie étudiante à la ville.

Numérique

La généralisation des technologies de l'information et de la communication et la présence sur le territoire de l'agglomération montpelliéraine d'entreprises reconnues ou récemment incubées localement et résolument ouvertes à l'international, appellent à structurer un écosystème numérique métropolitain d'intérêt national dans le cadre de Montpellier French Tech.

La stratégie mise en place se décline notamment par la **plateforme mutualisée de la cité intelligente** (smart City), à partir de collaborations multiples avec les entreprises de services urbains et d'un territoire plus particulièrement dédié aux innovations : l'EcoCité *De Montpellier à la Mer*, Lab City de 2500 Ha retenue par l'Etat, la CDC et l'ADEME, pour inventer les équipements vertueux et « duplicables » de la ville durable de demain. Elle s'appuie également sur un **Système d'information Géographique régional (SIG LR)**.

Enfin, cette stratégie amène à compléter la **desserte en Très Haut Débit des pôles économiques et des équipements de la Métropole** jusqu'en pied d'immeubles dans des délais adaptés aux besoins recensés, en complément des réseaux déployés par les opérateurs nationaux, la Région et le Département, afin d'assurer une **meilleure desserte des zones blanches internet et téléphonie mobile** dans la Métropole pour réduire la fracture numérique (Montaud, Sussargues, Murviel-lès-Montpellier).

Innovation usine du futur

Le renforcement et la maturation de l'appareil économique montpelliérain sur les filières d'excellence à forte valeur ajoutée, est conduit à partir des démarches d'innovations collaboratives (open innovation) portées par les pôles de compétitivité, les universités et les pôles de recherche régionaux, l'écosystème économique local innovant et les dispositifs d'accompagnement de la Métropole qui ont fait leur preuve : **le Business Innovation Center** reconnu à l'échelle internationale, constitue une tête de réseau régional, permettant d'incuber et d'accompagner la création de start-up et de développer les systèmes et les dispositifs d'accélération de la croissance des entreprises.

Ce développement doit aussi s'appuyer sur de nouveaux dispositifs de soutien aux TPE/PME/ETI, en particulier dans le domaine de l'économie résidentielle et productive, parmi lesquels la création d'un **Village d'Entreprise Artisanales et de Services permettant la structuration d'une filière EcoConstruction** performante, afin de permettre aux entreprises locales de s'adapter à l'évolution des marchés générés par le dynamisme du développement urbain.

Transition écologique et énergétique

Le PCET 2013-2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, élaboré de manière mutualisée avec les communes, dans le cadre d'une démarche de concertation approfondie avec les acteurs associatifs et institutionnels concernés et en collaboration étroite avec l'Etat, la Région et l'ADEME, a permis de poser les bases d'un diagnostic partagé et d'un plan d'actions volontaire.

La maturité des projets d'énergies renouvelables développés sur le territoire, et en particulier sur celui de l'EcoCité, permet aujourd'hui d'envisager un déploiement de solutions favorisant la transition énergétique, grâce à la mobilisation **de la biomasse pour le chauffage, le rafraîchissement urbain et la cogénération**. Le bois énergie constitue une opportunité tangible de synergies avec les communes rurales, en matière d'exploitation forestière et de lutte contre les incendies. Le développement de **la géothermie ou du solaire photovoltaïque**, associé à l'enjeu de récupération de la chaleur fatale, doit permettre d'assurer les ressources locales pour des îlots urbains démonstrateurs composant les quartiers à aménager.

Outre la réhabilitation du patrimoine locatif social, **la rénovation thermique des copropriétés privées** constitue un défi majeur pour le patrimoine construit durant les trente glorieuses (1945-1975), mal adapté thermiquement et accueillant des ménages aux revenus modestes, fragilisés par la facture énergétique. Cette opération de longue haleine doit se décliner en prenant en compte la singularité de nos milieux méditerranéens, le réchauffement climatique imposant une adaptation rapide de nos dispositifs d'interventions sur le cadre bâti existant, en intégrant le confort d'été comme cible majeure.

Une croissance durable suppose aussi la maîtrise des ressources naturelles et patrimoniales et passe nécessairement par la poursuite des actions en matière d'adaptation au changement climatique, de gestion de la ressource hydrique et de la lutte contre le risque inondation. Il s'agit ici de poursuivre l'effort engagé dans le cadre des **Programmes d'actions de prévention contre les inondations (PAPI) sur le Lez et sur l'Étang de l'Or**.

Enfin, la qualité des espaces naturels et agricoles doit être garantie par des actions tendant à reconnaître, valoriser et diffuser leur rôle essentiel au service de la préservation des équilibres vitaux que la Métropole doit respecter pour préserver son attractivité : service climatique, service de la biodiversité, service agro-alimentaire, service paysager, service touristique... L'action menée dans le cadre du projet **Ode à la Mer - Secteur du Fenouillet à Pérols** - permet de conduire une adaptation aux risques, par le transfert des commerces en place et la reconstitution d'un véritable corridor écologique.

Culture et patrimoine

La Région présente un potentiel touristique encore insuffisamment exploité, alors que cette filière constitue pourtant une ressource majeure pour son économie, mais aussi pour la mise en valeur du territoire et de son environnement exceptionnel.

Dans cette perspective, le développement de l'offre de sites et d'équipements culturels et touristiques de Montpellier Méditerranée Métropole doit être poursuivi, à travers la valorisation du **Château de Castries**, le développement du **Site archéologique Lattara à Lattes** et la restauration du **Cloître de la cathédrale de Villeneuve-lès-Maguelone**.

Volet territorial

Les actions complémentaires qui fondent le projet métropolitain se déclinent également dans le volet dit « métropolitain » du CPER, à travers des projets et des investissements d'intérêts régionaux portés plus directement par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi un volet d'actions innovantes pour **la Ville de Demain** est mis en œuvre, notamment dans le cadre de **l'EcoCité De Montpellier à la Mer**. Après le succès de la **première étape (2011-2014)**, une nouvelle phase **(2015-2017)** s'engage à travers les nouveaux projets urbains de la métropole.

L'un des enjeux de la Cité intelligente consiste à inventer et à développer de nouveaux services interactifs aux usagers à partir de plateformes collaboratives numériques, innovantes à l'échelle internationale, permettant le croisement des données issues de différents « silos » (hydraulique, déplacement, espace public, culture, autonomie des seniors, santé...), au service d'une ville plus durable et plus solidaire. Ces services sont développés par la mise en œuvre d'une Métropole Numérique, fondée sur de nouveaux services aux citoyens et de services mutualisés avec les communes : **Cité Intelligente - Projet Recherche et développement Mobilité, Hydraulique et eau, Santé...**

Avec 1100 entreprises et 7500 emplois, le numérique est la clef de voute de la structuration et de la dynamisation de l'ensemble de l'économie métropolitaine car il concerne la quasi-totalité des filières du territoire. Il y a un fort enjeu à structurer l'écosystème économique numérique en fédérant les entreprises et les acteurs du secteur, en cohérence avec la stratégie nationale French Tech. Ceci passe notamment la réalisation d'un **bâtiment totem du pôle numérique (phases 1 et 2)**, à la fois cluster, pépinière et hôtel d'entreprises, appuyé sur la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par ailleurs, l'enjeu de l'accueil des activités gravitant dans le domaine de la santé se concrétise, notamment dans le projet Ode à la Mer, par la réalisation d'un espace d'accueil du **Pôle Autonomie Santé** à Lattes.

La modernisation du MIN de Montpellier, à travers la réalisation d'un pavillon des grossistes et d'une Halle producteurs, et son organisation autour d'une plateforme logistique urbaine favorisant la massification des flux et le développement de circuits courts mieux organisés, entre le port de Sète, la plaine maraîchère de Mauguio-Lunel et les pôles commerciaux métropolitains, constitue une étape clef dans le cadre des piliers métropolitains stratégiques que sont l'« agro-écologie et l'alimentation » et l'organisation des transports.

Les équipements à forte valeur ajoutée pour le rayonnement du territoire doivent être développés et mis en valeur, afin d'accroître leur audience, mais aussi ceux qui assure le maillage et la cohésion du territoire métropolitain.

Dans cet objectif, il convient de soutenir plusieurs équipements stratégiques, par leurs effets structurants et d'attraction, parmi lesquels doivent figurer la réalisation du **Centre d'Art Contemporain Métropolitain**, la reconstruction du **Conservatoire à Rayonnement Régional**, l'aménagement du **Site d'interprétation archéologique, vinovicole, touristique, et économique de Murviel-lès-Montpellier**, l'aménagement du **Parc Gérard Bruyères - espace de loisir nautique et sportif de Baillargues**, l'aménagement du **Parc zoologique du Lunaret à Montpellier**, la réalisation de la **Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez** et de la **Piscine Héraclès à Saint-Brès**.

La dynamique technopolitaine doit profiter à toute la population. Cette démarche s'inscrit pleinement dans le cadre de la préparation du **futur Contrat de Ville 2015-2020**. Montpellier Méditerranée Métropole en assure le pilotage au côté de l'Etat, et en étroite coopération avec le Département, mais aussi de la Région dont le partenariat dans le domaine de la politique de la ville doit, lui aussi être affirmé. Les concertations préalables à la préparation du contrat de Ville sont actuellement en cours, afin de préciser notamment son programme d'action.

Cet enjeu est ici d'autant plus prégnant que la précarité d'une partie d'entre elle et l'accélération de la destruction des liens sociaux durant les dernières décennies nécessitent de réinvestir l'ensemble des politiques publiques qui participent à la cohésion des quartiers, en renouvelant notamment les modes d'intervention, la présence des services publics (**Plateforme santé CHRU dans les quartiers en lien avec la politique de la ville : Maison de garde Prés d'Arène Lemasson + Maison pluri professionnelle de santé Hauts de Massane**) et des différents acteurs, mais aussi en réinterrogeant la manière dont le développement économique, les politiques de l'habitat, culturelles, sportives, environnementales, le déploiement du numérique... peuvent constituer des leviers facilitant l'intégration les populations les plus en précarité.

Littoral

L'inscription dans le CPER 2015-2020 de l'aménagement de la deuxième et de la dernière phase du lido de Villeneuve-lès-Maguelone doit permettre de poursuivre les opérations engagées avec succès dans le cadre du CPER 2007/2013.

Ce projet métropolitain est hautement stratégique pour l'avenir de la Région, car la généralisation du fait urbain doit s'accompagner de métropoles à la fois fortes et rayonnantes dans le concert des métropoles européennes, identitaires et culturellement attractives, durables et soutenables socialement, ouvertes et connectées à leur territoire aussi bien qu'à l'échelle européenne.

C'est en répondant à ces enjeux fondamentaux que Montpellier Méditerranée Métropole créera les effets d'entraînement vitaux en faveur des nécessaires équilibres du territoire régional qu'il convient de préserver et qui passent par la consolidation de ses atouts stratégiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour la Contrat de Plan État-Région sur la période 2015-2020,
- approuver la programmation prévisionnelle du Contrat de Plan Etat Région, notamment le volet territorial spécifique à Montpellier Méditerranée Métropole et la part prévisionnelle à apporter à l'ensemble des priorités et objectifs visés ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président à signer le Contrat de Plan Etat Région, notamment le volet territorial spécifique de Montpellier Méditerranée Métropole, pour la période 2015-2020.

A l'issue d'un vote à main levée, le Conseil de Métropole adopte à la majorité des voix exprimées (un vote contre)

A voté contre : Mme France JAMET.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.